

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**MAINTENANCE DES GROUPEES ELECTROGENES EN SERVICE A LA
FACULTE DE MEDECINE PARIS-SACLAY**

Consultation n° 2026-UFR DE MEDECINE-KB01

Université Paris-Saclay
Bâtiment Breguet
3 rue Joliot Curie
91190 GIF-SUR -YVETTE

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	3
1.1 - Objet du contrat.....	3
1.2 - Forme de contrat	7
1.3 - Décomposition de la consultation	7
1.4 - Développement durable	7
2 – Caractéristiques techniques.....	8
2.1 – Objet de la fourniture	8
2.2 – Variantes obligatoires	8
(ex option ou PSE)	8
2.3 – Documentation	9
3 - Pièces contractuelles	9
4 - Confidentialité et mesures de sécurité.....	9
5 - Durée et délais d'exécution	9
5.1 – Début d'exécution	9
5.2 – Délais d'exécution	9
6 - Prix	9
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	9
6.2 - Modalités de variation des prix	10
7 - Garanties Financières.....	10
8- Avance.....	10
8.1 - Conditions de versement et de remboursement	10
8.2 - Garanties financières de l'avance	11
9 - Modalités de règlement des comptes	11
9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	11
9.2 - Présentation des demandes de paiement.....	11
9.3 - Délai global de paiement	12
9.4 - Paiement des cotraitants.....	12
10 - Conditions d'exécution des prestations.....	12
11 - Constatation de l'exécution des prestations	13
11.1 - Vérifications	13
11.2 - Décision après vérification.....	13
12 - Garantie des prestations.....	13
13 - Pénalités.....	13
13.1 - Pénalités de retard.....	13
13.2 - Pénalité pour travail dissimulé	13
14 - Assurances	14
15 - Résiliation du contrat.....	14
15.1 - Conditions de résiliation	14
15.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	14
16 - Règlement des litiges et langues	14
16.1 - Procédures de règlement amiable.....	14
16.2- Procédures de recours.....	15
17 - Dérogations.....	15

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses particulières (CCP) concernent les prescriptions suivantes :

Objet de la prestation

La prestation a pour objet :

- La maintenance corrective et préventive des Groupes Electrogènes en service

Pour la Faculté de Médecine sur les sites du Kremlin Bicêtre (Bâtiment Enseignement et Bâtiment Recherche)

Etendue de la prestation

A – Maintenance préventive

La maintenance préventive a pour but de réduire les risques de pannes et de maintenir dans le temps les performances optimales des équipements. La maintenance préventive sera réalisée en conformité avec les préconisations du constructeur. Elle permettra à l'entreprise de procéder aux diverses vérifications et réglages tant électriques, électroniques que mécaniques sur l'ensemble du système lui permettant ainsi de garder ses performances initiales. Lors de cette maintenance, les pièces jugées défectueuses ou présentant une usure évidente seront remplacées, avec l'accord du service technique de la Faculté de Médecine, et le nettoyage interne complet de l'équipement sera fait. Les pièces remplacées sont fournies par l'entreprise; elles sont soumises préalablement à l'accord du service technique. La maintenance comprendra les prestations décrites ci-dessous :

Sites de Bicêtre (bâtiment recherche et enseignement),

- 1 visite annuelle des groupes électrogènes avec vidange et remplacement des éléments filtrants et entretien de l'alternateur avec resserrage des connexions
- 1 visite semestrielle d'entretien des groupes électrogènes et l'alternateur
- Les deux visites feront l'objet d'un contrôle de fonctionnement
- Essai annuel des vannes police
- Nettoyage du matériel et des locaux après chaque passage
- 1 essai en charge mensuel d'une heure minimum avec prise de mesures (tensions, intensités, températures d'huile et d'eau) et comprenant les manœuvres électriques nécessaires à cet essai. Étant entendu que le carburant est à la charge de la Faculté de Médecine.
- Contrôles mensuels
 - de la charge des batteries
 - de la résistance de chauffage d'huile
 - des armoires électriques avec resserrages des connexions, nettoyage de tous les organes électriques, y compris le remplacement des voyants défectueux
 - du préchauffage
 - du système de ventilation des volets
 - des jauges et des cuves de fuel
- Contrôle mensuel des alarmes techniques y compris remplacement des voyants défectueux de l'armoire du PC de sécurité du niveau 2 :
 - manque tension EDF
 - défaut groupe électrogène
 - présence de tension secourue
 - contacteur GE enclenché
 - fuite cuve à fuel

B– Maintenance corrective

Les interventions effectuées au titre de la maintenance corrective ont pour objet le dépannage et la remise en état de fonctionnement du système à la suite d'une défaillance. Les caractéristiques techniques des pièces de rechange et des consommables indispensables à un fonctionnement correct sont celles préconisées par le constructeur. Les pièces remplacées sont fournies par l'entreprise; elles sont soumises préalablement à l'accord du service technique.

C – Autres prestations

Le devis comprend également les prestations suivantes :

- Assistance téléphonique,
- Information du personnel à l'utilisation et au maniement du matériel,
- La tenue des documents de maintenance,
- Les mises à niveau techniques préconisées par le constructeur pour accroître la fiabilité et la sécurité de l'équipement,
- La rédaction d'un rapport d'intervention détaillé.
- la mise à disposition d'un technicien

D – Fournitures

Les réparations et fournitures des pièces détachées feront l'objet d'un bon de commande spécifique, sans montant minimum.

Toute pièce remplacée doit être neuve sauf accord entre les deux parties (titulaire et personne publique).
Les caractéristiques techniques des pièces de rechange et des matières consommables (filtres, huile, joints.) indispensables à un fonctionnement correct sont celles préconisées par le constructeur.

Matériels ou équipements à entretenir

Equipement	Marque	Type	Date installation	Emplacement
Groupe électrogène	Moteur diesel Poyaud de 600cv	B6L85	1979	Site de Bicêtre (Bâtiment enseignement) Niveau 1, zone B
Alternateur	Unelec de 450KVA	AT400MB30	1979	Site de Bicêtre (Bâtiment enseignement) Niveau 1, zone B
Groupe électrogène	Moteur diesel GUANGXI YUCHAI MACHINERY	YC6C1320-D31	2022	Site de Bicêtre (Bâtiment recherche) Niveau -1
Alternateur	GELEC ENERGY de 1000 KVA	SLG404J	2022	Site de Bicêtre (Bâtiment recherche) Niveau -1
Groupe électrogène	Moteur diesel GUANGXI YUCHAI MACHINERY	YC6C1320-D31	2022	Site de Bicêtre (Bâtiment recherche) Niveau -1
Alternateur	GELEC ENERGY de 1000 KVA	SLG404J	2022	Site de Bicêtre (Bâtiment recherche) Niveau -1

L'entreprise déclare être parfaitement informée de la constitution des locaux et de la consistance du matériel ou équipements dont il assure la maintenance et l'exploitation technique, ainsi que des règles de sécurité et règlements applicables. En conséquence, elle ne pourra se prévaloir, en aucune circonstance, du manque ou de l'inexistence des spécifications afférentes aux installations. La mise en conformité du matériel ou équipements à la réglementation en vigueur, est à la charge de la Faculté de Médecine. Si le matériel ou l'équipement n'est plus conforme à la réglementation en vigueur, l'entreprise est tenue de le signaler aux services de la Faculté de Médecine. Elle s'engage à laisser en fin d'exécution de la prestation les matériaux et équipements en état normal d'entretien et de fonctionnement.

Les équipements et matériaux mis à disposition du personnel pour effectuer les missions qui lui sont confiées, sont placés sous sa responsabilité. En cas de dégradations de ces équipements faisant suite à une mauvaise utilisation, l'entreprise assumera les frais de réparation ou de remplacement du matériel hors d'usage.

Modalités d'exécution des prestations

Le prestataire s'engage lors de toutes ses interventions, à respecter et appliquer la législation et la réglementation en vigueur. Il est soumis à une obligation de résultat.

A– Visites de maintenance préventive et corrective des installations électriques

A.1 – Périodicité - Dates et heures

Visites préventives

Les dates et heures de ces visites sont fixées en accord avec le service technique de la Faculté de Médecine. Ces visites préventives sont réalisées sur site.

Pour la maintenance corrective et préventive des Groupe Electrogène en service

- 1 visite annuelle des groupes électrogène
- 1 visite semestrielle d'entretien des groupes électrogène et de l'alternateur
- 1 essai en charge mensuel
- Contrôles mensuels

Visite mécanique électrique :

- Vidange huile moteur
- Remplacement des filtres à huile, joints pour dito, filtres à gas-oil
- Remplacement des filtres
- Contrôle et nettoyage des bougies d'allumage
- Contrôle des courroies
- Contrôle et réglages des culbuteurs, remplacement des joints cache culbuteur
- Contrôle des injecteurs, remplacement des joints
- Contrôle du circuit de refroidissement moteur, nettoyage
- Contrôle du circuit combustible
- Contrôle serrage de la boulonnerie
- Vérifier tous les niveaux
- Graissage divers, fourniture des petits joints
- Alternateur
- Ampoules, voyants
- Batterie
- Armoire de commande
- Câblage moteur
- Réservoir journalier
- Contrôle général entre le groupe et l'armoire de commande
- Contrôle général de toutes les parties équipant le groupe électrogène et suivant spécifications du constructeur

Visites correctives

Le nombre de visites correctives est illimité. Ces visites correctives sont réalisées sur site.

L'entreprise intervient dans ce cas à la demande des services de la Faculté de Médecine.

Elle sera capable de répondre (être présent sur le site) **en moins de 2 heures** à une demande d'intervention émise par le représentant de la Faculté de Médecine et ce, **24h/24, week-end et jours fériés compris**.

A.2 – Information du responsable avant visite

Le personnel du prestataire chargé des opérations de maintenance se présente, dès son arrivée dans l'établissement, à un responsable du service technique.

A.3 – Rapport de visite

A chaque visite, le personnel d'intervention tient à jour le livret d'entretien et établit un rapport d'intervention où sont consignés :

- la date et l'horaire d'intervention,
- la nature de l'intervention,
- les actions réalisées et les pièces remplacées référencées,
- le nom du technicien qui est intervenu.

Il atteste que les prestations prévues ont bien été effectuées. Il signale les interventions pratiquées à son initiative et porte ses observations telles que anomalies constatées, usure de certains organes, risque de détérioration, etc.

B – Fournitures

Il est convenu que toute pièce détachée est neuve sauf accord du service technique de la Faculté de Médecine ou de type échange standard. Le prestataire est responsable de la conservation de ces matériels en qualité et en quantité, dans les lieux de stockage ainsi que lors des transports de ses magasins au lieu de livraison.

Les caractéristiques techniques des pièces de rechange et des matières consommables indispensables à un fonctionnement correct sont celles préconisées par le constructeur et sont choisies en accord avec le service technique de la faculté de médecine.

Il est indispensable que toute pièce remplacée et couverte par une garantie soit mentionnée comme telle sur le carnet de maintenance avec la date d'effet de la garantie.

Modalité de détermination des prix

A – Prix forfaitaire

Les prestations de maintenance sont réglées à prix global et forfaitaire.

B – Prestations hors forfait

Sont exclues du prix global et forfaitaire, les interventions suivantes :

- La réparation des dégâts résultant d'un cas de force majeure,
- La réparation de toute panne prenant son origine dans une installation électrique défectueuse de l'établissement ou dans la qualité du courant fourni,

- La réparation de toute panne due à des conditions d'installation par l'établissement non conforme aux spécifications techniques mentionnées par écrit par l'entreprise à la date de la mise en service du matériel,
- La réparation des dommages dus à une modification de l'équipement par une personne de l'établissement non autorisée par l'entreprise. Cet alinéa ne s'applique pas aux techniciens de la personne publique formés par le titulaire.

Les réparations nécessaires à ces interventions feront l'objet :

- d'un bon de commande émis par les services de l'Université.
- d'une facturation séparée et d'un devis accepté par la Faculté de Médecine.

Les prestations et le remplacement des pièces de rechange facturées hors forfait sont soumis à l'accord des services de l'université.

C – Pièces détachées et fournitures

Les pièces détachées et fournitures sont fournies par le prestataire. Elles sont exclues du prix global et forfaitaire. Dans tous les cas le remplacement des pièces détachées est soumis à l'accord du service technique de la Faculté de Médecine.

Qualification du personnel

Aussi bien pour la maintenance préventive que pour la maintenance corrective et le dépannage d'urgence, elle s'engage à n'employer que du personnel spécialisé ayant reçu une formation et une qualification lui permettant d'intervenir dans les conditions réglementaires de sécurité (notamment l'habilitation électrique en cours de validité).

1.2 - Forme de contrat

Il s'agit d'un marché :

- ☒ Ordinaire
- ☐ A bons de commandes à prix unitaires
- ☐ Mixte avec une partie forfaitaire et une partie à prix unitaires à bons de commande

1.3 - Décomposition de la consultation

Le marché prévoit un allotissement :

- ☒ NON
- ☐ OUI

Si OUI:

LOT	DESIGNATION
1	
2	
3	

1.4 - Développement durable

X Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

- ✓ Recyclage du matériel (notamment tri et stockage des matériels, gestion des déchets DEEE, traçabilité du recyclage avec transmission du BSD (Bordereau de Suivi de Déchets), installation de valorisation ou de recyclage ou de préparation en vue de la réutilisation)

- ✓ Sensibilisation aux économies d'énergie (notamment incitation à l'utilisation de matériels basse consommation, conseil au positionnement des éclairages et à l'aménagement des installations, conseils de gestion de la consommation)

☐ Sans objet.

2 – Caractéristiques techniques

2.1 – Objet de la fourniture

La fourniture concerne la maintenance des installations électriques et des groupes électrogènes en service à la faculté de Médecine paris-Saclay :

- ☐ Acquisition
- ☐ Livraison
- ☐ Installation
- ☐ Mise en service
- ☐ Garantie
- ☐ Formation
- ☒ Maintenance

Lieu(x) d'exécution :

Adresse des sites de la Faculté de Médecine Paris-Saclay :

Site de Bicêtre : 63 rue Gabriel Péri, 94276 Le Kremlin Bicêtre (Bâtiment Enseignement +Bâtiment Recherche)

CONTACTS ADMINISTRATIFS EN COURS D'EXECUTION DU MARCHE :

Edith JEAN-MARIE

edith.jean-marie@universite-paris-saclay.fr / tel 01.49.59.66.80

CONTACTS TECHNIQUES :

Rémi FLOQUET

remi.floquet@universite-paris-saclay.fr / tel 06 59 08 42 39

2.2 – Variantes obligatoires

(ex option ou PSE)

- ☒ Sans objet

2.3 – Documentation

La prestation comprendra la fourniture de toute documentation technique ou notice, nécessaire à l'installation, l'exploitation, l'utilisation et l'entretien élémentaire de l'ensemble des équipements et matériel proposés. La documentation sera en langue française, et pourra être fournie sous forme papier et/ou informatique.

3 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le cahier des clauses particulières (CCP)
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) et/ou Bordereau de prix unitaire (BPU)
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- L'offre technique et financière du titulaire

4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

5 - Durée et délais d'exécution

5.1 – Début d'exécution

Le délai d'exécution figure à l'acte d'engagement.

☒ L'exécution des prestations débute à compter de la date de notification du contrat.

☐ L'exécution des prestations débute à compter de la réception de l'ordre de service de démarrage.

5.2 – Délais d'exécution

Le délai de livraison figure à l'acte d'engagement.

☒ Le délai maximum de réalisation des prestations est de : 4 ans

☐ Les prestations doivent être réalisées avant le :

☐ Le délai maximum de réalisation des prestations est celui sur lequel le fournisseur propose dans son offre.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

6 - Prix

6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

☒ Les prestations sont régies par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement

☐ Les prestations seront rémunérées par application aux quantités réellement exécutées des prix unitaires fixes dans le bordereau de prix unitaires (BPU)

☐ Les prestations seront rémunérées par un prix global forfaitaire et par des prix unitaires fixes dans le bordereau de prix unitaires (BPU) selon les stipulations de l'acte d'engagement

6.2 - Modalités de variation des prix

La date d'établissement des prix est la date de la signature de l'offre de prix par le candidat. Cette date permet de définir le "mois zéro".

☒ Les prix sont fermes.

☐ Les prix sont actualisables par application aux prix du marché d'un coefficient C_n donné par la formule : $C_n = (I(d-3) / I(o))$

selon les dispositions suivantes :

- C_n : coefficient d'actualisation.
- d : mois de début d'exécution des prestations.
- Index (d -nombre de mois de décalage) : valeur de l'index de référence au mois d diminué du nombre de mois de décalage (sous réserve que le mois d du début d'exécution des travaux soit postérieur au mois zéro augmenté du nombre de mois de décalage).
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Lorsqu'une actualisation est effectuée provisoirement en utilisant une valeur d'index antérieure à celle qui doit être appliquée, l'actualisation définitive, calculée sur la base de la valeur finale de l'index correspondant, intervient au plus tard trois mois après la publication de cette valeur.

L'index de référence I , publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index :

7 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

8- Avance

8.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 30 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 30 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Ce taux est fixé à 20,0 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant initial du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

8.2 - Garanties financières de l'avance

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100,0 % du montant de l'avance. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée.

9 - Modalités de règlement des comptes

9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

Le paiement sera fractionné comme suit :

☒ 100 % à la livraison

☐ 90 % à la livraison et 10 % à l'issue de la formation

9.2 - Présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement seront présentées selon les conditions prévues à l'article 11.3.1 du CCAG-FCS et seront établies en un original.

Depuis le 1er janvier 2020, conformément au Décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016, le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Pour toute interrogation, vous pouvez contacter le service facturier à l'adresse suivante: service.facturier@universite-paris-saclay.fr

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

1° La date d'émission de la facture ;

2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture soit :

Service facturier - Bât 407 - rue du Doyen Georges Poitou -91400 Orsay

3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;

4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande correspond au numéro de l'engagement juridique attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture;

5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;

6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;

7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;

8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;

9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;

10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;

11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;

12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Attention, le montant de la variation des prix doit apparaître distinctement du montant de la prestation réalisée.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

9.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

9.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

10 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Adresse de livraison :

Faculté de Médecine Paris-Saclay, 63 rue Gabriel Péri, 94276 Le Kremlin Bicêtre

Matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire :

En vue de l'exécution du contrat, des matériels, objets et approvisionnements sont mis à disposition par le pouvoir adjudicateur au titulaire sans transfert de propriété à son profit. Les conditions de remise puis de restitution sont prévues à l'article 18 du CCAG-FCS.

Stockage, emballage et transport :

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 19 du CCAG-FCS. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

Conditions de livraison :

La livraison des fournitures s'effectuera dans les conditions de l'article 21 du CCAG-FCS.

Faculté de Médecine Paris-Saclay, 63 rue Gabriel Péri, 94276 Le Kremlin Bicêtre

Formation du personnel :

Le titulaire assurera la formation du personnel chargé d'utiliser les prestations.

11 - Constatation de l'exécution des prestations

11.1 - Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

11.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

12 - Garantie des prestations

Les prestations feront l'objet d'une garantie de 1 an dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 33 du CCAG-FCS.

13 - Pénalités

13.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée :

☒ à 1,0/1000, conformément aux stipulations de l'article 14.1 du CCAG-FCS.

☐ libellés et montant des pénalités à déterminer (par exemple retard dans la mise en service...)

Pénalités de retard

Si les délais prévus dans le cadre des visites préventives fixées d'un commun accord et des visites correctives sont dépassés, l'entreprise encourt, sans mise en demeure préalable, les pénalités suivantes :

$P = V * R / 100$; dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au prix forfaitaire annuel (€ HT) versé au titre de la maintenance, de l'équipement considéré, ou de l'ensemble des équipements si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard dans le cadre des visites préventives

R = le nombre d'heures de retard dans le cadre des visites correctives

Les pénalités sont dues quel que soit leur montant.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le point de départ du déclenchement des pénalités est l'accusé réception de l'envoi de la demande d'intervention par mail au titulaire

13.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,0 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

14 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

15 - Résiliation du contrat

15.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4 et R. 2143-3 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

15.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

16 - Règlement des litiges et langues

16.1 - Procédures de règlement amiable

Comité Consultatif Interdépartemental de Règlement Amiable des Différends ou Litiges relatifs aux Marchés Publics:

Préfecture de la région Île-de-France
Préfecture de Paris
5, rue Leblanc
75911 Paris cedex 15
Tél. : 01.82.52.42.67
Fax : 01.82.52.42.95
Courriel : pref-ccira-versailles@paris-idf.gouv.fr

Conformément à l'article 142 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, en cas de différend concernant l'exécution des marchés publics, il est également possible de consulter le Médiateur des entreprises : <http://www.economie.gouv.fr/mediateurdesentreprises>.

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque raison que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre le représentant la personne publique et le titulaire du marché ne pourront être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée des prestations à effectuer.

16.2- Procédures de recours

En cas d'échec d'une procédure amiable, seul le Tribunal Administratif de Versailles est compétent en la matière.

Tribunal Administratif de Versailles
56 Avenue de Saint Cloud
78011 VERSAILLES

Tél : 01 39 20 54 00
Télécopie : 01 39 20 54 87
Courriel : greffe.ta-versailles@juradm.fr
Adresse internet(U.R.L) : <http://versailles.tribunal-administratif.fr/>

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :
Tribunal Administratif de Versailles
56 Avenue de Saint Cloud
78011 VERSAILLES

Tél : 01 39 20 54 00
Télécopie : 01 39 20 54 87
Courriel : greffe.ta-versailles@juradm.fr
Adresse internet(U.R.L) : <http://versailles.tribunal-administratif.fr/>

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est :
Tribunal administratif de Versailles
56 Avenue de Saint Cloud
78011 VERSAILLES

Tél : 01 39 20 54 00
Télécopie : 01 39 20 54 87
Courriel : greffe.ta-versailles@juradm.fr
Adresse internet(U.R.L) : <http://versailles.tribunal-administratif.fr/>

Courriel : greffe.ta-versailles@juradm.fr
Adresse internet(U.R.L) : <http://versailles.tribunal-administratif.fr/>

17 - Dérogations

L'article 13.1 du CCP déroge à l'article 14.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services